

Lénine contre Staline : la question nationale

mercredi 7 juin 2006, par [LÖWY Michael](#) (Date de rédaction antérieure : mars 2004).

Il existe une version plus longue de cet article : [La révolution d'Octobre et la question nationale : Lénine contre Staline](#)

En cette étrange fin de siècle, en ce monde livré aux nationalismes meurtriers, aux « épurations ethniques », aux guerres tribales, et à la rivalité féroce des requins financiers pour le contrôle du marché mondial, il n'est pas sans intérêt revisiter le rêve de Lénine et des révolutionnaires d'Octobre : une libre fédération socialiste de républiques autonomes. Comment s'est-elle élaborée la réflexion des bolcheviques sur la question nationale et dans quelle mesure leur pratique, lors des premières années de l'Union Soviétique, a-t-elle été à la hauteur des principes exprimés ?

En 1913 Lénine envoyait un jeune bolchevik géorgien, Joseph Vissarionovitch Djougashvili, à Vienne, pour élaborer un texte qui exposerait, de façon systématique, la position de son parti, fidèle à la résolution de 1903 du POSDR. Contrairement à une légende tenace la brochure du géorgien en question n'a pas été écrite sous l'inspiration directe de Lénine. Celui-ci semble être quelque peu déçu du résultat puisqu'il ne cite cet écrit, dans ses nombreux textes sur la question nationale, qu'une seule fois, en passant, et entre parenthèses, dans un article du 28 décembre 1913. Sans doute la brochure de Staline défendait la thèse centrale des bolcheviks - c'est-à-dire le droit à la séparation des nations de l'Empire russe - , mais sur un certain nombre de questions importantes elle était en contradiction directe avec les idées de Lénine, telles qu'elles seront développées au cours des années suivantes. [1]

Pour ne citer que deux exemples : 1) Staline ne reconnaissait comme nations que les peuples ayant une communauté de langue, de territoire, de vie économiques et de « formation psychique ». On chercherait en vain une telle vision a-historique, dogmatique, rigide et figée de la nation chez Lénine - qui d'ailleurs rejetait explicitement le concept de « caractère national » ou « particularité psychologique » des nations, emprunté par Staline à Otto Bauer. 2) Staline ne distinguait pas entre le nationalisme des oppresseurs et celui des opprimés, c'est-à-dire entre le nationalisme grand-russe de l'Etat tsariste et celui des peuples opprimés - Polonais, Juifs, Tatars, Géorgiens, etc. : les deux sont renvoyés dos-à-dos, comme manifestations d'un « chauvinisme grossier ». Or, cette distinction, comme nous verrons, occupe une place centrale dans la réflexion de Lénine.

Le point de départ de Lénine, comme celui de Marx, Rosa Luxemburg ou Trotsky, était **l'internationalisme prolétarien**. C'est par rapport à cette prémisse politique fondamentale qu'il aborde la question nationale. Mais contrairement à certains de ces camarades, il perçoit le **lien dialectique** entre l'objectif internationaliste et les droits nationaux. Tout d'abord, parce que - pour utiliser une métaphore qu'aimait beaucoup le fondateur du parti bolchevick - seul le droit au divorce garantit le libre mariage : seule la liberté de séparation rend possible une libre et volontaire union, association ou fusion entre les nations. D'autre part, parce que - comme l'avaient compris Marx et Engels au sujet de l'Irlande - seule la reconnaissance, par le mouvement ouvrier de la nation

dominante, du droit à l'auto-détermination de la nation dominée, permet d'éliminer la haine et la méfiance des opprimés, et d'unir les prolétaires des deux nations dans le combat commun contre la bourgeoisie.

L'insistance de Lénine sur le **droit** à la séparation ne signifie nullement qu'il soit favorable au séparatisme et la division à l'infini des Etats selon des lignes de fracture nationales. Au contraire, il espère, grâce à la libre disposition des peuples sur leur propre destin faciliter le maintien des Etats multinationaux : « *Plus le régime démocratique d'un Etat est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands Etats, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables...* ». [2]

La supériorité de Lénine sur la plupart de ses contemporains, c'est qu'il met l'accent - à propos de la question nationale comme dans d'autres domaines - sur l'aspect proprement **politique** de la contradiction : tandis que les autres marxistes voient surtout la dimension économique, culturelle ou « psychique » du problème, Lénine souligne, dans ses articles des années 1913 à 1916, que la question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes « *se rapport entièrement et exclusivement au domaine de la démocratie politique* », c'est-à-dire au domaine du droit à la séparation politique, à la constitution d'un Etat national indépendant. [3]

Inutile d'ajouter que l'aspect politique de la question nationale pour Lénine n'est pas du tout celui dont s'occupent les chancelleries, les diplomates, et, après 1914, les armées en guerre. Il lui est indifférent de savoir si telle ou telle nation aura ou non un Etat indépendant, ou quelles seront les frontières entre deux Etats. Son objectif c'est la démocratie et l'unité internationaliste du prolétariat, qui exigent tous les deux la reconnaissance du droit à l'autodétermination des nations. En vu de cet objectif, il prône avec insistance l'unification, dans un même parti, des travailleurs et des marxistes de toutes les nations qui vivaient dans le cadre du même Etat, l'Empire tsariste - russes, ukrainiens, polonais, juifs, géorgiens - pour pouvoir lutter contre leur ennemi commun : l'autocratie, les classes dominantes.

Dans quelle mesure la pratique de Lénine et ses camarades au pouvoir a-t-elle été conforme aux principes énoncés dans les textes théoriques et les résolutions partidaires ? A peine une semaine après la prise du pouvoir, les révolutionnaires d'Octobre publient une déclaration qui affirme solennellement l'égalité de tous les peuples de Russie et leur droit à l'autodétermination jusqu'à la séparation. Le pouvoir soviétique va assez rapidement reconnaître - en partie, comme une situation de fait, mais aussi par un authentique désir de rompre avec les pratiques impériales et de reconnaître les droits nationaux - l'indépendance de la Finlande, de la Pologne et des pays baltiques (Lithuanie, Lettonie, Estonie). Le destin de l'Ukraine, des nations du Caucase et d'autres régions « périphériques » va se jouer dans le cours de la guerre civile, avec, dans la plupart des cas, une victoire des bolcheviks « locaux », plus ou moins - selon les cas - aidés par l'Armée rouge en formation. [4]

C'est à propos de la Géorgie qu'aura lieu l'affrontement entre Lénine, déjà gravement malade, et Staline, en 1922-23 : le « dernier combat de Lénine », selon le titre du célèbre livre de Moshé Lewin. Les divergences entre les deux dirigeants bolcheviks n'ont fait que s'accroître au cours des années, mais dès 1920 on peut percevoir une logique radicalement diverse à l'œuvre dans leurs écrits et propositions. Tandis que Lénine insiste sur la nécessité d'une attitude tolérante envers les nationalismes périphériques, et dénonce le chauvinisme grand-russe, Staline voit dans les mouvements nationaux centrifuges le principal adversaire, et s'efforce de construire un appareil étatique unifié et centralisé. Après l'invasion de la Géorgie par l'Armée Rouge en 1921, Lénine propose qu'on essaye d'arriver à un compromis avec Jordana, le leader des mencheviks géorgiens ; Staline, au contraire, lors d'un discours à Tiflis en juillet insiste sur la nécessité d'« écraser l'hydre

du nationalisme » et de « *détruire au fer incandescent* » les survivances de cette idéologie. [5]

Le conflit éclate à propos des divergences entre Staline et Ordjonikidze d'une part, et les communistes géorgiens, Mdviani et ses amis - soutenus par Lénine - de l'autre, au sujet du degré d'autonomie de la République soviétique de Géorgie dans l'Union Soviétique en formation. Au-delà des questions locales, l'enjeu était tout simplement l'avenir de l'URSS. Dans une lutte tardive et désespérée contre le chauvinisme grand-russe de l'appareil bureaucratique, Lénine a consacré ses derniers moments de lucidité à affronter son principal chef et représentant : Joseph Staline. Il ne cesse de dénoncer, dans les notes dictées à sa secrétaire en décembre 1922, l'esprit grand-russe et chauvin « *de ce gredin et de cet oppresseur qui est au fond le bureaucrate russe typique* », et l'attitude d'un certain Georgien « *qui lance dédaigneusement des accusations de 'social-nationalisme' (alors qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique 'social-national', mais encore un brutal argousin grand-russe)* ». Il n'hésite pas d'ailleurs à nommer le Commissaire du Peuple aux Nationalités : « *Je pense qu'un rôle fatal a été joué ici par la hâte de Staline et son goût pour l'administration, ainsi que par son irritation contre le fameux 'social-nationalisme'* ». Revenant sur l'affaire géorgienne, il insiste : « *Il va de soi que c'est Staline et Dzejinski qui doivent être rendus politiquement responsables de cette campagne foncièrement nationaliste grand-russe* ». La conclusion de ce « testament de Lénine » était, comme l'on sait, la proposition de remplacer Staline à la tête du secrétariat général du Parti. Hélas, il était trop tard... [6]

Tandis que la démarche de Staline était foncièrement étatiste et bureaucratique - renforcement de l'appareil, centralisation de l'Etat, unification administrative - Lénine était avant tout préoccupé de la portée internationale de la politique soviétique : « le préjudice que peut causer à notre Etat l'absence d'appareils nationaux unifiés avec l'appareil russe est infiniment, incommensurablement moindre que celui qui en résultera pour nous, pour toute l'Internationale, pour les centaines de millions d'hommes des peuples d'Asie, qui apparaîtra après nous sur l'avant-scène historique dans un proche avenir. » Rien ne serait aussi dangereux pour la révolution mondiale que « *de nous engager nous-mêmes, fût-ce pour les questions de détail, dans des rapports impérialistes à l'égard des nationalités opprimées, en éveillent ainsi la suspicion sur la sincérité de nos principes, sur notre justification de principe de la lutte contre l'impérialisme* ». [7] L'immobilisation de Lénine par une nouvelle attaque cérébrale au début de 1923 va écarter le principal obstacle à la mainmise de Staline sur l'appareil du parti.

Notes

1. Il est vrai que Lénine n'a jamais critiqué la brochure de Staline, probablement parce qu'il l'a considéré conforme, sur le point principal, à la doctrine bolchévique.
2. Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (thèses », 1916, in *Questions de la politique nationale et de l'internationalisme prolétarien*, Moscou, Ed. du Progrès, 1968, p. 160.
3. Lénine, Ibid. p.158.
4. Parmi les erreurs commises à cette époque, on peut mentionner l'intégration forcée à la République soviétique d'Azerbaïdjan de la région du Haut-Karabakh, peuplée en majorité d'Arméniens - un contentieux qui allait exploser à la fin des années 80.
5. J.Villanueva, *Lenin y las naciones* pp. 455-459.
6. Lénine, « La question des nationalités ou de l'autonomie », *Questions de la politique nationale*, pp.238-244. Cf. Moshé Lewine, *Le dernier combat de Lénine*, Paris, Minuit, 1967.

Lénine, Ibid. pp. 244- 245.

P.-S.

* Publié dans « La Revue Commune », n° 33, mars 2004.